



## BRP INC. RAPPORT DE GESTION DU TRIMESTRE CLOS LE 30 AVRIL 2014

---

*Le présent rapport de gestion fournit de l'information sur la situation financière et les résultats d'exploitation de BRP inc. (la « Société » ou « BRP »), pour le premier trimestre de l'exercice se terminant le 31 janvier 2015. Il devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre terminé le 30 avril 2014, ainsi qu'aux états financiers consolidés annuels et au rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 janvier 2014. Certaines informations contenues dans le présent rapport de gestion contiennent des déclarations prospectives assorties de risques et d'incertitudes. Les résultats réels pourraient différer de façon importante des énoncés prospectifs sous-jacents en raison de divers facteurs, y compris ceux décrits à la rubrique « Énoncés prospectifs » du présent rapport de gestion. Le présent rapport de gestion reflète l'information disponible à la Société au 11 juin 2014.*

### **Mode de présentation**

---

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Tous les montants sont présentés en dollars canadiens, sauf indication contraire. L'exercice de la Société compte douze mois et se termine le 31 janvier. Toute référence dans ce rapport de gestion à l'« exercice 2015 », à l'« exercice 2014 » et à l'« exercice 2013 » de la Société s'entend des exercices se terminant les 31 janvier 2015, 2014 et 2013, respectivement.

Le présent rapport de gestion a été approuvé par le conseil d'administration le 11 juin 2014 et se fonde sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et les notes afférentes pour les trimestres terminés les 30 avril 2014 et 2013.

La catégorie des produits saisonniers de la Société comprend des motoneiges, des motomarines et des bateaux sport (que la Société a cessé de fabriquer en septembre 2012). La catégorie des produits toutes saisons comprend des véhicules tout-terrain (appelés « VTT »), des véhicules côte à côte (appelés « VCC ») et des roadsters, tandis que la catégorie des systèmes de propulsion comprend des moteurs hors-bord et à jet par injection directe pour bateaux, ainsi que des moteurs de karts, de motocyclettes et d'avions récréatifs que la Société vend à de tierces parties. Les PAV de la Société comprennent les pièces, accessoires et vêtements et les autres services vendus à de tierces parties.

### **Énoncés prospectifs**

---

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs qui portent sur les plans, les attentes et intentions, les résultats, le degré d'activité, le rendement, les objectifs ou les réalisations actuels et futurs de la Société ou sur d'autres événements ou faits nouveaux à venir. Les énoncés prospectifs se reconnaissent à l'emploi de termes comme « pouvoir », « devoir », « s'attendre à », « planifier », « avoir l'intention de », « prévisions », « tendances », « indications », « croire », « être d'avis », « estimer », « prévoir », « probable », « potentiel » ou « éventuel », au futur ou au conditionnel, à la forme affirmative ou négative, ou à l'emploi de leurs variantes ou de termes comparables.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les estimations et les hypothèses que la Société a établies à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances historiques, de la conjoncture actuelle et des événements futurs prévus, ainsi que sur d'autres facteurs qu'elle croit pertinents et raisonnables dans les circonstances, mais rien ne garantit que ces estimations et hypothèses se concrétiseront.

De nombreux facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, le degré d'activité, les réalisations ou le rendement réels de la Société ou les événements ou faits nouveaux à venir diffèrent considérablement de ceux exprimés ou sous-entendus par les énoncés prospectifs, notamment les facteurs suivants : l'incidence de conditions économiques défavorables sur les dépenses à la consommation; le fléchissement de l'acceptation sociale des produits de la Société; les fluctuations des taux de change; les niveaux d'endettement élevés; l'indisponibilité de capitaux supplémentaires; les conditions météorologiques défavorables; les fluctuations saisonnières des ventes; l'incapacité de la

Société à se conformer aux lois qui portent sur la sécurité des produits, la santé, l'environnement et la pollution par le bruit; la dépendance envers des concessionnaires, des distributeurs, des fournisseurs, des sources de financement et d'autres partenaires stratégiques qui peuvent craindre certaines conditions économiques; l'importance des frais fixes; l'incapacité de concessionnaires et de distributeurs d'obtenir un accès convenable à du capital; l'apparition de difficultés d'approvisionnement, la résiliation ou l'interruption des ententes d'approvisionnement ou encore l'augmentation du coût des matériaux; les clauses restrictives contenues dans des accords de financement ou d'autres contrats importants conclus par la Société; la concurrence que subissent les gammes de produits de la Société; la perte des services de hauts dirigeants ou d'employés qui possèdent une connaissance spécialisée du marché et des compétences techniques; l'incapacité à maintenir et à améliorer la réputation et les marques de commerce; l'issue défavorable à la Société d'une réclamation importante liée à ses produits; les réclamations liées à la garantie des produits ou les rappels de produits qui donnent lieu à des réparations ou à des remplacements importants de produits; la dépendance envers un réseau de concessionnaires et de distributeurs indépendants pour s'occuper de la distribution au détail de produits; la dépendance envers les relations avec les clients pour la vente d'équipement d'origine; une mauvaise gestion des niveaux de stocks; les risques liés aux activités internationales; l'incapacité d'améliorer les produits existants ou de créer et de commercialiser de nouveaux produits; l'incapacité à protéger les droits de propriété intellectuelle; la défaillance de systèmes de technologie de l'information; la baisse du prix d'anciennes versions de produits vendus sur le marché d'occasion et l'offre excédentaire des concurrents; l'incapacité de mettre fructueusement en œuvre la stratégie de fabrication; la modification des lois fiscales ou l'existence d'obligations fiscales imprévues; l'augmentation des coûts du carburant; la détérioration des relations entretenues avec les employés; le passif des régimes de retraite; les catastrophes naturelles et la non-souscription d'une assurance convenable. Ces facteurs ne constituent pas une liste exhaustive des facteurs qui peuvent avoir une incidence sur la Société; toutefois, ils doivent être étudiés attentivement.

Les énoncés prospectifs ont pour but de décrire aux lecteurs les attentes de la direction au sujet du rendement financier de la Société et ils peuvent ne pas être pertinents à d'autres fins; les lecteurs ne doivent pas se fier indûment aux énoncés prospectifs figurant aux présentes. En outre, à moins d'indication contraire, les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion sont faits en date des présentes et la Société n'a pas l'intention et décline toute obligation de les mettre à jour ou de les réviser à la lumière de nouveaux éléments d'information, d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, sauf si elle y est tenue en vertu de la réglementation en valeurs mobilières applicable. Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion sont présentés expressément sous réserve de la présente mise en garde.

## **Mesures non définies par les IFRS**

---

Le présent rapport de gestion renvoie à certaines mesures non définies par les IFRS. Ces mesures ne sont pas reconnues par les IFRS, n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et sont donc difficilement comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Ces mesures sont plutôt fournies à titre d'information additionnelle en complément des mesures définies par les IFRS, de manière à favoriser une compréhension approfondie des résultats d'exploitation de la Société du point de vue de la direction. Ainsi, ces mesures ne devraient pas être considérées de manière isolée ni en remplacement de l'analyse de l'information financière de la Société présentée en vertu des IFRS. La Société utilise des mesures non définies par les IFRS, y compris le BAIIA, le BAIIA normalisé, le bénéfice net normalisé, le bénéfice de base par action normalisé et le bénéfice dilué par action normalisé en vue de fournir aux investisseurs des mesures supplémentaires de la performance opérationnelle de la Société. La Société est d'avis que les mesures non définies par les IFRS constituent des mesures additionnelles importantes de la performance opérationnelle, car elles éliminent les éléments qui ont moins d'incidence sur la performance opérationnelle de la Société, ce qui fait donc ressortir les tendances de ses principales activités qui pourraient ne pas être apparentes autrement, lorsque l'on se fie uniquement aux mesures financières définies par les IFRS. La Société est également d'avis que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées utilisent fréquemment des mesures non définies par les IFRS dans leur évaluation des émetteurs, dont une grande partie utilise des mesures semblables dans la présentation de leurs résultats. La direction utilise aussi des mesures non définies par les IFRS afin de faciliter les comparaisons de la performance opérationnelle d'une période à l'autre, de préparer les budgets d'exploitation annuels et d'évaluer la capacité de la Société à satisfaire ses besoins



futurs en matière de service de la dette, de dépenses d'investissement et de fonds de roulement. Comme d'autres sociétés peuvent calculer différemment ces mesures non définies par les IFRS, ces paramètres ne sont pas comparables à des mesures désignées de façon semblable présentées par d'autres sociétés. La Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique « Principales données financières consolidées » du présent rapport de gestion pour connaître les définitions du BAIIA, du BAIIA normalisé et du bénéfice net normalisé présentés par la Société ainsi que les rapprochements entre ces éléments et les mesures définies par les IFRS les plus comparables.

## Aperçu

---

BRP est un chef de file mondial dans les domaines de la conception, du développement, de la fabrication, de la distribution et de la commercialisation de véhicules récréatifs motorisés et de systèmes de propulsion. Le portefeuille de marques et de produits diversifiés de la Société comprend les motoneiges Ski-Doo et Lynx, les motomarines Sea-Doo, les VTT, les VCC et les roadsters Can-Am, ainsi que les systèmes de propulsion comme les moteurs hors-bord Evinrude et les moteurs Rotax pour les bateaux à jet à injection directe, les karts, les motocyclettes et les avions récréatifs. La Société offre également des PAV liés à sa gamme de produits.

La Société emploie environ 7 100 personnes, principalement dans des centres de fabrication et de distribution situés au Canada, au Mexique, en Autriche, aux États-Unis et en Finlande. La Société vend ses produits dans 105 pays. Les produits sont vendus directement par l'entremise d'un réseau d'environ 3 200 concessionnaires dans 20 pays, ainsi que par l'entremise d'un réseau d'environ 190 distributeurs desservant environ 950 concessionnaires additionnels.

Au cours de son histoire, la Société a fait la promotion d'un portefeuille de marques et de produits reconnus à l'échelle mondiale, qui sont devenus des chefs de file au sein du marché et ont permis d'établir la Société comme une marque de choix pour les vrais amateurs de sports motorisés. Les marques Ski-Doo et Sea-Doo, grâce à des décennies d'innovation et de conception continues, sont devenues des synonymes de motoneige et de motomarine. Au fil des années, la Société a tiré profit avec succès de sa position de chef de file au sein du marché et de sa réputation pour bâtir des marques établies comme Can-Am, Evinrude, Rotax et Lynx, également reconnues pour leur grande qualité et leur caractère innovateur.

### **Faits saillants du trimestre terminé le 30 avril 2014**

La performance financière de la Société pour le trimestre terminé le 30 avril 2014, par rapport au premier trimestre terminé le 30 avril 2013, se résume comme suit :

- Les revenus se sont chiffrés à 758,6 millions de dollars, une diminution de 45,7 millions de dollars;
- La marge brute s'est chiffrée à 173,4 millions de dollars, ce qui représente 22,9 % des revenus, une diminution de 44,6 millions de dollars;
- Le BAIIA normalisé s'est chiffré à 56,6 millions de dollars, ce qui représente 7,5 % des revenus, une diminution de 51,2 millions de dollars;
- Le bénéfice net s'est chiffré à 28,0 millions de dollars, une augmentation de 2,3 millions de dollars, ce qui a donné lieu à un bénéfice par action de 0,24 \$, en baisse de 0,01 \$ par action;
- Le bénéfice net normalisé s'est chiffré à 16,6 millions de dollars, une diminution de 36,8 millions de dollars, ce qui a donné lieu à un bénéfice par action normalisé de 0,14 \$, en baisse de 0,38 \$ par action.

De plus, au cours du trimestre terminé le 30 avril 2014 :

- La Société a annoncé sa décision de renforcer sa présence au Mexique en investissant dans une nouvelle installation à Juárez, au Mexique, afin d'agrandir sa gamme de produits Can-Am et de satisfaire la demande future à l'égard des produits hors route. Cet investissement s'élèvera à environ 55 millions de dollars au cours des trois prochains exercices.



## **Facteurs ayant une incidence sur le rendement de la Société**

---

### ***Revenus et coûts du programme de vente***

Les revenus de la Société sont principalement tirés de la vente aux concessionnaires et aux distributeurs des véhicules qu'elle fabrique, incluant les produits toutes saisons et les produits saisonniers et les systèmes de propulsion, ainsi que les PAV connexes. Les revenus sont habituellement comptabilisés lorsque les produits sont expédiés aux concessionnaires ou aux distributeurs depuis les installations de la Société.

Afin de soutenir les activités de vente en gros de la Société et les activités de détail des concessionnaires et des distributeurs, la Société fournit divers programmes de vente consistant en des incitatifs monétaires et non monétaires. Les incitatifs monétaires se composent principalement de rabais sur des produits accordés aux concessionnaires, aux distributeurs et aux clients, d'une ristourne accordée aux concessionnaires et aux distributeurs, d'une période de couverture gratuite ou prolongée accordée en vertu de programmes de financement des stocks à l'intention des concessionnaires et des distributeurs et de programmes de financement au détail. Le coût de ces incitatifs monétaires est comptabilisé en réduction des revenus. Les incitatifs non monétaires se composent principalement de garanties prolongées ou de PAV gratuits. Le coût de ces offres non monétaires est comptabilisé au coût des ventes.

Le soutien fourni aux concessionnaires, aux distributeurs et aux clients a tendance à augmenter lorsque la conjoncture économique est difficile, lorsque les conditions du marché changent et exigent le lancement de nouveaux programmes ou de programmes plus agressifs, ou lorsque le niveau des stocks des concessionnaires et des distributeurs est trop élevé.

En vertu des ententes de financement des stocks des concessionnaires et distributeurs, la Société pourrait avoir à racheter des produits neufs inutilisés advenant certains manquements de la part de concessionnaires ou distributeurs. Les coûts de reprise de possession ont tendance à être plus élevés lorsque les concessionnaires ou les distributeurs font face à des conditions de vente au détail difficiles persistantes et lorsque leur niveau de stocks est élevé. Au cours du dernier exercice et de l'exercice considéré, la Société n'a pas connu de retours importants à l'égard de ses produits pour ce qui est de la garantie limitée de reprise de possession qu'elle offre aux sociétés de financement en vertu des conventions de financement des stocks des concessionnaires et des distributeurs. Se reporter à la rubrique « Arrangements hors bilan » du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements sur les ententes de financement relatives aux stocks des concessionnaires et des distributeurs.

### ***Coût des matières***

Environ 70 % du coût des ventes de la Société se compose des matières utilisées lors du processus de fabrication. Par conséquent, la Société est exposée à la fluctuation du prix de certaines matières premières comme l'aluminium, l'acier, le plastique, les résines, l'acier inoxydable, le cuivre, le caoutchouc et certains métaux de terres rares. La Société est également exposée à la fluctuation des prix du carburant relativement à ses activités d'approvisionnement et de distribution. La Société ne couvre pas son exposition à la fluctuation du prix des matières premières et du carburant et, par conséquent, une hausse du prix des marchandises pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats d'exploitation de la Société dans l'éventualité où celle-ci serait incapable de transférer de telles hausses de coûts à ses concessionnaires, distributeurs ou clients.

### ***Coût au titre des garanties***

Les garanties sur les produits du fabricant offertes par la Société couvrent généralement des périodes allant de 6 mois à 3 ans pour la plupart des produits. Dans certaines circonstances, en vertu par exemple de certains programmes de vente, pour certains comptes commerciaux ou conformément à des règlements locaux, la Société offre des garanties prolongées. Au cours de la période de garantie, la Société doit rembourser aux concessionnaires et aux distributeurs la totalité du coût des réparations ou des remplacements effectués relativement aux produits (à savoir principalement les pièces ou accessoires fournis par la Société et les coûts de main-d'œuvre engagés par les concessionnaires ou les



distributeurs). La Société vend également, dans le cours normal des activités et donne en vertu de certains programmes de vente, des garanties prolongées sur ses produits.

Dans le cadre de son processus de développement, la Société s'assure que chaque stade du développement d'un nouveau produit respectera des normes de qualité supérieure. Cette approche comprend la conception de spécifications détaillées des produits, l'évaluation de la qualité du réseau d'approvisionnement et des méthodes de fabrication, ainsi que des exigences de tests détaillés lors du stade de développement des produits. Des inspections de qualité effectuées durant le processus de fabrication et une fois celui-ci terminé assurent également la qualité des produits.

La Société inscrit une provision au titre des garanties lorsque les produits sont vendus. Bien que la direction soit d'avis que la Société, en fonction de l'information actuellement disponible, dispose de provisions suffisantes pour couvrir les réclamations futures au titre des garanties ou des garanties prolongées sur les produits vendus, les montants des réclamations futures pourraient différer de façon importante des provisions comptabilisées à l'état consolidé de la situation financière.

### **Taux de change**

Les revenus et les coûts des programmes de vente de la Société sont présentés en dollars canadiens, mais sont générés principalement en dollars américains, en dollars canadiens et en euros. Les revenus de la Société présentés en dollars canadiens sont exposés, dans une moindre mesure, aux fluctuations du dollar australien, du real brésilien, de la couronne suédoise et de la couronne norvégienne. Les coûts engagés par la Société sont principalement libellés en dollars canadiens, en dollars américains et en euros, et, dans une moindre mesure, en pesos mexicains. Par conséquent, les revenus, la marge brute et le bénéfice d'exploitation présentés en dollars canadiens sont exposés aux fluctuations des taux de change. Les installations de fabrication de la Société qui sont situées dans différents pays permettent d'atténuer son exposition face aux différentes devises.

La Société a un solde exigible de 792,0 millions de dollars américains en vertu de sa facilité de crédit à terme de 1 050,0 millions de dollars américains (la « facilité à terme », ou la « convention de crédit à terme »), ce qui entraîne un gain ou une perte au résultat de la Société lorsque le taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien à la clôture d'une période diffère de celui de l'ouverture de cette période. La charge d'intérêts de la Société sur la facilité de crédit à terme est également exposée aux fluctuations du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien. La Société ne couvre pas cette exposition et, par conséquent, une hausse du dollar américain face au dollar canadien pourrait avoir une incidence défavorable sur le bénéfice net de la Société.

Pour plus de détails sur l'exposition de la Société aux fluctuations des taux de change, se reporter à la rubrique « Instruments financiers – Risque de change » du présent rapport de gestion.

### **Frais financiers nets (frais financiers diminués des produits financiers)**

Les frais financiers nets sont principalement engagés relativement à la dette à long terme, au passif au titre des régimes de retraite à prestations déterminées et aux facilités de crédit renouvelables. Au 30 avril 2014, la dette à long terme de la Société s'établissait à 895,1 millions de dollars, montant principalement composé de la facilité à terme, qui porte intérêt au taux LIBOR majoré de 3,00 %, selon un taux LIBOR minimum de 1,00 %. En raison du taux LIBOR actuellement en vigueur et de la faible volatilité à l'heure actuelle, et compte tenu du taux LIBOR minimum greffé à la facilité à terme, la Société estime ne pas être exposée de façon importante à une hausse des taux d'intérêts à court terme.

### **Impôt sur le résultat**

La Société est assujettie à l'impôt sur le résultat des juridictions, pays, états et provinces où elle exerce des activités. Le taux d'imposition prévu par la loi canadienne s'établissait à 26,9 % pour le trimestre terminé le 30 avril 2014. Cependant, le taux d'imposition effectif consolidé de la Société dépend de la répartition des profits ou de pertes comptables avant impôt enregistrés dans différentes juridictions fiscales, du gain ou de la perte de change comptabilisé au Canada relativement à la facilité à terme et de l'incidence des taux de change sur les filiales étrangères utilisant le dollar canadien comme monnaie fonctionnelle. La Société s'attend à payer des impôts dans toutes les juridictions où elle exerce des



activités pour l'exercice se terminant le 31 janvier 2015, exception faite du Canada et des États-Unis où elle prévoit utiliser ses attributs fiscaux pour compenser son bénéfice imposable ou l'impôt à payer.

### Caractère saisonnier

Les revenus et le bénéfice d'exploitation de la Société subissent d'importantes fluctuations d'un trimestre à l'autre. En général, les ventes en gros de produits de la Société sont les plus élevées au cours de la période précédant immédiatement leur saison d'utilisation et au cours de cette saison. Cependant, la combinaison des produits vendus peut varier de façon importante dans le temps et en raison des variations de la demande saisonnière et géographique, de l'introduction de nouveaux modèles et produits et de l'échéancier de production de certains types de produits. Par conséquent, la Société pourrait être incapable de prévoir précisément ses revenus et son bénéfice d'exploitation trimestriels, et il est probable que ses résultats varieront de façon importante d'une période à l'autre.

### Principales données financières consolidées

Les principales données financières consolidées présentées ci-après pour les trimestres terminés les 30 avril 2014 et 2013 sont tirées des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et des notes afférentes publiés le 11 juin 2014.

#### Données sur le bénéfice net

(en millions de dollars canadiens)	Trimestres terminés les	
	30 avril 2014	30 avril 2013
<b>Revenus par catégorie</b>		
Produits saisonniers	184,6 \$	206,7 \$
Produits toutes saisons	365,4	404,7
Systèmes de propulsion	97,3	92,9
PAV	111,3	100,0
<b>Revenus totaux</b>	<b>758,6</b>	<b>804,3</b>
Coût des ventes	585,2	586,3
<b>Marge brute</b>	<b>173,4</b>	<b>218,0</b>
<i>En pourcentage des revenus</i>	<b>22,9 %</b>	<b>27,1 %</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Vente et marketing	67,3	65,3
Recherche et développement	41,6	37,3
Frais généraux et administratifs	36,8	35,0
Autres revenus d'exploitation	(0,7)	(5,7)
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>145,0</b>	<b>131,9</b>
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>28,4</b>	<b>86,1</b>
Frais financiers nets	13,6	16,9
(Gain) perte de change sur la dette à long terme	(12,3)	8,3
Augmentation de la juste valeur des actions ordinaires	—	19,6
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>27,1</b>	<b>41,3</b>
Charge (économie) d'impôt	(0,9)	15,6
<b>Bénéfice net</b>	<b>28,0 \$</b>	<b>25,7 \$</b>
Montant attribuable aux actionnaires	28,0 \$	25,7 \$
Montant attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—
<b>BAIIA <sup>[1]</sup></b>	<b>55,0 \$</b>	<b>87,6 \$</b>
<b>BAIIA normalisé <sup>[1]</sup></b>	<b>56,6</b>	<b>107,8</b>
<b>Bénéfice net normalisé <sup>[1]</sup></b>	<b>16,6</b>	<b>53,4</b>

<sup>[1]</sup> Pour consulter le rapprochement du bénéfice net et du BAIIA, du BAIIA normalisé et du bénéfice net normalisé, se reporter aux tableaux de rapprochement apparaissant subséquemment dans le présent rapport de gestion.



Le BAIIA, le BAIIA normalisé et le bénéfice net normalisé sont des mesures utilisées par la Société pour évaluer sa performance opérationnelle, mais non définies par les IFRS. Le BAIIA s'entend du bénéfice net avant les frais financiers, les produits financiers, la charge (économie) d'impôt, la charge d'amortissement et (le gain) la perte de change sur la dette à long terme. Le BAIIA normalisé s'entend du bénéfice net avant les frais financiers, les produits financiers, la charge (économie) d'impôt, la charge d'amortissement, (le gain) la perte de change sur la dette à long terme, l'augmentation de la juste valeur des actions ordinaires et les éléments exceptionnels ou non récurrents. Le bénéfice net normalisé s'entend du bénéfice net avant (le gain) la perte de change sur la dette à long terme, l'augmentation de la juste valeur des actions ordinaires et les éléments exceptionnels ou non récurrents ajustés pour tenir compte de l'incidence fiscale sur ces éléments. Se reporter à la rubrique « Mesures non définies par les IFRS ».

### Données sur la situation financière

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2014	31 janvier 2014
<b>Trésorerie</b>	<b>76,9 \$</b>	75,4 \$
<b>Fonds de roulement net</b> <sup>[1]</sup>	<b>102,9</b>	97,1
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>518,2</b>	515,3
<b>Total de l'actif</b>	<b>2 019,7</b>	1 951,2
<b>Facilités de crédit renouvelables</b>	<b>—</b>	10,5
<b>Total des passifs financiers non courants</b>	<b>917,9</b>	915,7
<b>Total du passif</b>	<b>2 036,7</b>	1 992,0
<b>Déficit</b>	<b>(17,0)</b>	(40,8)

<sup>[1]</sup> Le fonds de roulement net se définit comme le total des actifs courants excluant la trésorerie, moins le total des passifs courants excluant la valeur comptable des facilités de crédit renouvelables et la tranche à court terme de la dette à long terme.

### Autres données financières

(en millions de dollars canadiens, excepté les données par action)	Trimestres terminés les	
	30 avril 2014	30 avril 2013
<b>Revenus par territoire</b>		
États-Unis	375,6 \$	412,9 \$
Canada	126,8	145,0
International <sup>[1]</sup>	256,2	246,4
	<b>758,6 \$</b>	804,3 \$
Nombre moyen pondéré d'actions	118 179 487	102 960 700
Nombre moyen pondéré d'actions – dilué	118 939 914	104 052 400
Bénéfice par action – de base	0,24 \$	0,25 \$
Bénéfice par action – dilué	0,24	0,25
Bénéfice normalisé par action – de base <sup>[2]</sup>	0,14	0,52
Bénéfice normalisé par action – dilué <sup>[2]</sup>	0,14	0,51

<sup>[1]</sup> International s'entend de tous les pays sauf les États-Unis et le Canada.

<sup>[2]</sup> Le bénéfice normalisé par action de base et le bénéfice normalisé dilué par action sont respectivement calculés en divisant le bénéfice net normalisé par le nombre moyen pondéré d'actions et le nombre moyen pondéré d'actions – dilué.

En vertu des IFRS, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour le trimestre terminé le 30 avril 2013 a été calculé en tenant compte du regroupement des actions en circulation à raison de 3,765 pour une survenu le 29 mai 2013 dans le cadre du premier appel public à l'épargne visant les actions à droit de vote subalterne de la Société (le « PAPE »).



## Tableaux de rapprochement

Le tableau suivant présente le rapprochement du bénéfice net et du BAIIA, du BAIIA normalisé et du bénéfice net normalisé.

(en millions de dollars canadiens)	Trimestres terminés les	
	30 avril 2014	30 avril 2013
<b>Bénéfice net</b>	<b>28,0 \$</b>	25,7 \$
Frais financiers	14,1	18,1
Produits financiers	(0,5)	(1,2)
Charge (économie) d'impôt	(0,9)	15,6
Amortissement	26,6	21,1
(Gain) perte de change sur la dette à long terme	(12,3)	8,3
<b>BAIIA</b>	<b>55,0</b>	87,6
Augmentation de la juste valeur des actions ordinaires	—	19,6
Éléments exceptionnels ou non récurrents		
Renversement de coûts de restructuration <sup>[1]</sup>	(0,4)	—
Renversement du gain sur recouvrement d'assurance <sup>[2]</sup>	1,4	—
Autres éléments <sup>[3]</sup>	0,6	0,6
<b>BAIIA normalisé</b>	<b>56,6</b>	107,8
Amortissement	(26,6)	(21,1)
Frais financiers	(14,1)	(18,1)
Produits financiers	0,5	1,2
(Charge) économie d'impôt ajustée	0,2	(16,4)
<b>Bénéfice net normalisé</b>	<b>16,6 \$</b>	53,4 \$

<sup>[1]</sup> Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2014, la Société a révisé ses estimations liées à la cessation des activités liées aux bateaux sport et un montant de 0,4 million de dollars au titre des coûts de restructuration enregistré au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2013 a fait l'objet d'une reprise dans le résultat.

<sup>[2]</sup> Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2014, en raison de l'obtention d'informations supplémentaires, la Société a révisé ses estimations liées au recouvrement d'assurance relativement aux immobilisations corporelles endommagées par l'explosion survenue au centre de recherche et de développement de la Société à Valcourt, Canada, au cours de l'exercice 2013, et un montant de 1,4 million de dollars sur le gain comptabilisé au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2013 a fait l'objet d'une reprise dans le résultat.

<sup>[3]</sup> Les autres éléments exceptionnels et non récurrents comprennent les salaires au titre de la rétention du personnel qui se rapportent au transfert de l'assemblage des motomarines du Canada vers le Mexique et à la cession des activités de distribution des PAV à des fournisseurs de logistiques externes. Les salaires au titre de la rétention du personnel ont totalisé 0,6 million de dollars pour les trimestres terminés les 30 avril 2014 et 2013.



## Résultats d'exploitation

---

### **Analyse des résultats pour le premier trimestre de l'exercice 2015**

La rubrique suivante présente un sommaire de la performance financière de la Société pour le trimestre terminé le 30 avril 2014 par rapport à la période correspondante terminée le 30 avril 2013.

#### **Revenus**

Les revenus ont diminué de 45,7 millions de dollars, ou 5,7 %, pour se chiffrer à 758,6 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2014, comparativement à 804,3 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 30 avril 2013. Cette diminution des revenus est principalement attribuable à la baisse des ventes en gros de produits toutes saisons et à la baisse des ventes en gros et à la combinaison défavorable de produits saisonniers. La diminution des revenus a été partiellement contrebalancée par une fluctuation favorable de 49 millions de dollars des taux de change, essentiellement en raison de l'appréciation du dollar américain et de l'euro face au dollar canadien.

Les ventes au détail de la Société en Amérique du Nord pour le trimestre terminé le 30 avril 2014 sont demeurées stables par rapport au trimestre correspondant de 2013. Toutefois, au 30 avril 2014, les stocks des concessionnaires nord-américains ont diminué d'un niveau de pourcentage se situant dans le bas de la tranche de 1 à 10 pour cent par rapport au 30 avril 2013, principalement en raison des stocks historiquement faibles de motoneiges.

Les tendances importantes par catégorie s'établissaient comme suit :

#### Produits saisonniers

Les revenus tirés des produits saisonniers ont diminué de 22,1 millions de dollars, ou 10,7 %, pour se chiffrer à 184,6 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2014, comparativement à 206,7 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 30 avril 2013. Cette diminution découle principalement de la baisse du volume de vente des motomarines traditionnelles partiellement contrebalancée par le lancement du nouveau modèle d'entrée de gamme *Sea-Doo Spark*. La diminution du volume est attribuable à l'augmentation plus lente que prévu de la capacité de production à l'usine de Queretaro, au Mexique, ce qui a entraîné des retards de livraison pour certains modèles de motomarines. Cette diminution des revenus a été partiellement compensée par une fluctuation favorable des taux de change de 11 millions de dollars.

Les ventes au détail de produits saisonniers en Amérique du Nord ont diminué d'un niveau de pourcentage se situant dans le bas de la tranche de 1 à 10 pour cent comparativement au premier trimestre de l'exercice 2014. Cette diminution est principalement attribuable à un déplacement des ventes au détail des motoneiges du trimestre considéré au dernier trimestre de 2014, trimestre au cours duquel les ventes au détail avaient augmenté d'un niveau de pourcentage se situant dans le bas de la tranche de 10 à 20 pour cent; cette diminution a été partiellement contrebalancée par l'augmentation des ventes au détail de motomarines *Sea-Doo Spark*.

#### Produits toutes saisons

Les revenus tirés des produits toutes saisons ont diminué de 39,3 millions de dollars, ou 9,7 %, pour se chiffrer à 365,4 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2014, comparativement à 404,7 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 30 avril 2013. Cette diminution découle principalement de la baisse des expéditions de véhicules côte à côte en raison du lancement des modèles *Can-Am Maverick* au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Dans une moindre mesure, cette baisse est également attribuable aux VTT, principalement en raison de la baisse du volume de vente en Russie, laquelle découle principalement de l'instabilité politique et économique en Europe de l'Est. Cette diminution des revenus a été partiellement compensée par une fluctuation favorable des taux de change de 22 millions de dollars.

Les ventes au détail de produits toutes saisons en Amérique du Nord sont demeurées stables par rapport au premier trimestre de 2014.



### Systèmes de propulsion

Les revenus tirés des systèmes de propulsion ont augmenté de 4,4 millions de dollars, ou 4,7 %, pour se chiffrer à 97,3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2014, comparativement à 92,9 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 30 avril 2013. Cette augmentation des revenus est principalement attribuable à une fluctuation favorable des taux de change de 9 millions de dollars. L'augmentation des ventes découlant du nouveau système à jet par injection directe pour bateaux a été plus que compensée par la baisse du volume de vente de moteurs de motocyclettes.

### PAV

Les revenus tirés des PAV ont augmenté de 11,3 millions de dollars, ou 11,3 %, pour atteindre 111,3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2014, comparativement à 100,0 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 30 avril 2013. L'augmentation est principalement attribuable à une fluctuation favorable de 7 millions de dollars des taux de change et à la hausse du volume de vente de PAV liés aux produits saisonniers en raison de conditions hivernales plus favorables en Amérique du Nord.

Les tendances importantes par territoire s'établissaient comme suit :

#### États-Unis

Les revenus enregistrés aux États-Unis ont diminué de 37,3 millions de dollars, ou 9,0 %, pour s'établir à 375,6 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2014, comparativement à 412,9 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 30 avril 2013. Cette diminution découle principalement de la baisse des ventes en gros de produits toutes saisons et de produits saisonniers. La diminution des revenus a été partiellement compensée par une incidence favorable du taux de change de 29 millions de dollars en raison de l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien. Les États-Unis représentaient respectivement 49,5 % et 51,3 % des revenus pour les trimestres terminés les 30 avril 2014 et 2013.

#### Canada

Les revenus enregistrés au Canada ont diminué de 18,2 millions de dollars, ou 12,6 %, pour se chiffrer à 126,8 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2014, comparativement à 145,0 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 30 avril 2013. Cette diminution découle principalement de la baisse des ventes en gros de produits toutes saisons et de produits saisonniers. Le Canada représentait respectivement 16,7 % et 18,0 % des revenus pour les trimestres terminés les 30 avril 2014 et 2013.

#### International

Les revenus enregistrés à l'International ont augmenté de 9,8 millions de dollars, ou 4,0 %, pour atteindre 256,2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2014, comparativement à 246,4 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 30 avril 2013. Cette augmentation est principalement attribuable à une incidence favorable des taux de change de 20 millions de dollars en raison de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar canadien, partiellement contrebalancée par la baisse des ventes en gros en Russie en raison de l'actuelle instabilité politique et économique en Europe de l'Est. L'international représentait 33,8 % et 30,6 % des revenus pour les trimestres terminés respectivement les 30 avril 2014 et 2013.

#### *Marge brute*

La marge brute a diminué de 44,6 millions de dollars, ou 20,5 %, pour atteindre 173,4 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2014, comparativement à 218,0 millions de dollars pour le trimestre correspondant terminé le 30 avril 2013. Le pourcentage de marge brute a diminué de 420 points de base pour atteindre 22,9 %, comparativement à 27,1 % pour le trimestre terminé le 30 avril 2013. Cette diminution du pourcentage de marge brute découle principalement de la baisse des ventes en gros de produits toutes saisons et de produits saisonniers, d'une combinaison défavorable des produits dans la catégorie des produits saisonniers, des charges liées à l'augmentation de la capacité de production à l'usine de Queretaro, au Mexique ainsi que du transfert des activités de distribution des PAV à des



fournisseurs de logistiques externes. Cette diminution de la marge a été partiellement compensée par une fluctuation favorable des taux de change de 7 millions de dollars.

#### *Charges d'exploitation*

Les charges d'exploitation ont augmenté de 13,1 millions de dollars, ou 9,9 %, pour atteindre 145,0 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2014, comparativement à 131,9 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2013. Cette hausse est principalement attribuable à l'incidence négative de 12 millions de dollars des taux de change.

#### *BAlIA normalisé*

Le BAlIA normalisé a diminué de 51,2 millions de dollars, ou 47,5 %, pour atteindre 56,6 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2014, comparativement à 107,8 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2013. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse des ventes en gros de produits toutes saisons et de produits saisonniers, aux coûts liés à l'augmentation de la capacité de production à l'usine de Queretaro et au transfert des activités de distribution des PAV. Cette diminution comprend une fluctuation défavorable des taux de change de 5 millions de dollars.

#### *Frais financiers nets*

Les frais financiers nets ont diminué de 3,3 millions de dollars, ou 19,5 %, pour atteindre 13,6 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2014, comparativement à 16,9 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2013. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse de la charge d'intérêts sur la facilité à terme en raison de la baisse du montant nominal restant dû et des taux d'intérêt à la suite du remboursement et de la modification de la facilité à terme en mai 2013.

#### *Taux de change*

Les principaux taux de change moyens ayant servi à convertir les revenus et les charges libellés en devises, sans tenir compte de l'incidence des programmes de couverture de la Société, s'établissaient comme suit pour les trimestres terminés les 30 avril 2014 et 2013 :

	<b>30 avril 2014</b>	<b>30 avril 2013</b>
Dollar américain	1,1053 \$ CA/\$ US	1,0164 \$ CA/\$ US
Euro	1,5218 \$ CA/Euro	1,3353 \$ CA/Euro

Les principaux taux de change de clôture ayant servi à convertir les actifs et les passifs libellés en devises s'établissaient comme suit :

	<b>30 avril 2014</b>	<b>31 janvier 2014</b>
Dollar américain	1,0957 \$ CA/\$ US	1,1119 \$ CA/\$ US
Euro	1,5196 \$ CA/Euro	1,5011 \$ CA/Euro



Lorsque l'on compare le résultat d'exploitation et le bénéfice avant impôt du trimestre terminé le 30 avril 2014 à ceux du trimestre correspondant de 2013, l'incidence des fluctuations des taux de change s'établit comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	<b>(Gain) perte de change</b>
	<b>Trimestre</b>
Marge brute	(6,9) \$
Charges d'exploitation	11,8
<b>Incidence des fluctuations des taux de change sur le bénéfice d'exploitation</b>	<b>4,9</b>
Dette à long terme	(20,6)
Frais financiers nets	0,7
<b>Incidence des fluctuations des taux de change sur le bénéfice avant impôt</b>	<b>(15,0) \$</b>

#### *Impôt sur le résultat*

La charge d'impôt a diminué de 16,5 millions de dollars, devenant une économie d'impôt de 0,9 million de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2014, comparativement à une charge d'impôt de 15,6 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2013. Cette diminution découle principalement de la diminution du bénéfice d'exploitation. L'impôt sur le résultat calculé en pourcentage du bénéfice avant impôt a diminué par rapport au trimestre terminé le 30 avril 2013, passant de 37,8 % à (3,3) %. Cette diminution est principalement attribuable à la tranche non imposable et à l'avantage fiscal non comptabilisé relativement à la perte de change sur la dette à long terme ainsi qu'à la diminution des charges non déductibles liées aux actions ordinaires rachetables de la Société en raison de leur échange dans le cadre du PAPE.

#### *Bénéfice net*

Le bénéfice net a augmenté de 2,3 millions de dollars, ou 8,9 %, pour atteindre 28,0 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2014, comparativement à 25,7 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2013. Cette augmentation est principalement attribuable à un taux de change favorable sur la dette à long terme libellée en dollars américains et à la conversion des actions ordinaires rachetables en actions à droit de vote subalterne dans le cadre du PAPE. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par la baisse du bénéfice d'exploitation.

#### **Évaluation du rendement de la Société pour le premier trimestre par rapport aux prévisions**

Le 28 mars 2014, la Société a publié ses prévisions pour le premier trimestre se terminant le 30 avril 2014. Le tableau suivant présente une comparaison du rendement déclaré de la Société pour le trimestre terminé le 30 avril 2014 par rapport à ses prévisions publiés pour ce trimestre :

	<b>Prévisions</b>	<b>Résultats</b>
Revenus	Diminution de 5 % à 10 %	Diminution de 5,7 %
BAIIA normalisé	Diminution approximative de 50 %	Diminution de 47,5 %



## Sommaire des résultats consolidés trimestriels

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)	Trimestres terminés les							
	30 avril 2014	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 janvier 2013 <sup>[1]</sup>	31 octobre 2012 <sup>[1]</sup>	31 juillet 2012 <sup>[1]</sup>
	Exercice 2015	Exercice 2014	Exercice 2014	Exercice 2014	Exercice 2014	Exercice 2013	Exercice 2013	Exercice 2013
<b>Revenus par catégorie</b>								
Produits saisonniers	184,6 \$	406,4 \$	382,5 \$	140,6 \$	206,7 \$	371,0 \$	276,2 \$	156,1 \$
Produits toutes saisons	365,4	272,5	249,6	278,1	404,7	223,4	247,4	257,2
Système de propulsion	97,3	75,3	89,6	85,9	92,9	70,2	82,0	88,5
PAV	111,3	148,7	144,3	116,3	100,0	126,9	128,3	106,3
<b>Revenus totaux</b>	<b>758,6</b>	<b>902,9</b>	<b>866,0</b>	<b>620,9</b>	<b>804,3</b>	<b>791,5</b>	<b>733,9</b>	<b>608,1</b>
<b>Marge brute</b>	<b>173,4</b>	<b>223,2</b>	<b>223,9</b>	<b>142,6</b>	<b>218,0</b>	<b>198,5</b>	<b>177,4</b>	<b>149,6</b>
<i>En pourcentage des revenus</i>	<b>22,9 %</b>	<b>24,7 %</b>	<b>25,9 %</b>	<b>23,0 %</b>	<b>27,1 %</b>	<b>25,1 %</b>	<b>24,2 %</b>	<b>24,6 %</b>
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>28,0</b>	<b>(6,3)</b>	<b>48,2</b>	<b>(7,9)</b>	<b>25,7</b>	<b>35,8</b>	<b>31,7</b>	<b>(2,9)</b>
<b>BAIIA</b>	<b>55,0</b>	<b>106,0</b>	<b>118,9</b>	<b>58,1</b>	<b>87,6</b>	<b>87,5</b>	<b>66,0</b>	<b>35,4</b>
<b>BAIIA normalisé</b>	<b>56,6</b>	<b>106,0</b>	<b>119,0</b>	<b>47,4</b>	<b>107,8</b>	<b>87,8</b>	<b>83,9</b>	<b>53,6</b>
<b>Bénéfice net normalisé</b>	<b>16,6</b>	<b>48,3</b>	<b>59,0</b>	<b>7,6</b>	<b>53,4</b>	<b>36,5</b>	<b>42,4</b>	<b>18,2</b>
<b>Bénéfice (perte) de base par action</b>	<b>0,24</b>	<b>(0,05)</b>	<b>0,41</b>	<b>(0,07)</b>	<b>0,25</b>	<b>0,35</b>	<b>0,31</b>	<b>(0,03)</b>
<b>Bénéfice (perte) dilué(e) par action</b>	<b>0,24</b>	<b>(0,05)</b>	<b>0,41</b>	<b>(0,07)</b>	<b>0,25</b>	<b>0,35</b>	<b>0,31</b>	<b>(0,03)</b>
<b>Bénéfice normalisé par action</b>	<b>0,14</b>	<b>0,41</b>	<b>0,50</b>	<b>0,07</b>	<b>0,52</b>	<b>0,36</b>	<b>0,42</b>	<b>0,18</b>
<b>Bénéfice dilué normalisé par action</b>	<b>0,14 \$</b>	<b>0,41 \$</b>	<b>0,50 \$</b>	<b>0,07 \$</b>	<b>0,51 \$</b>	<b>0,35 \$</b>	<b>0,41 \$</b>	<b>0,18 \$</b>

<sup>[1]</sup> Les données de ces trimestres ont été retraitées afin de refléter l'application des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*, comme il est expliqué à la note 2a) des états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 janvier 2014.



## Tableau de rapprochement des résultats consolidés trimestriels

(en millions de dollars canadiens)	Trimestres terminés les							
	30	31	31	31	30	31	31	31
	avril 2014	janvier 2014	octobre 2013	juillet 2013	avril 2013	janvier 2013 <sup>[1]</sup>	octobre 2012 <sup>[1]</sup>	juillet 2012 <sup>[1]</sup>
	Exercice 2015	Exercice 2014	Exercice 2014	Exercice 2014	Exercice 2014	Exercice 2013	Exercice 2013	Exercice 2013
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>28,0</b>	<b>\$ (6,3)</b>	<b>\$ 48,2</b>	<b>\$ (7,9)</b>	<b>\$ 25,7</b>	<b>\$ 35,8</b>	<b>\$ 31,7</b>	<b>\$ (2,9)</b>
Frais financiers	14,1	15,6	15,3	15,5	18,1	17,3	11,9	12,2
Produits financiers	(0,5)	(0,5)	(0,3)	(0,5)	(1,2)	(0,5)	(0,2)	(0,4)
Charge (économie) d'impôt	(0,9)	16,5	20,9	4,4	15,6	14,9	2,0	(5,1)
Amortissement	26,6	27,8	23,9	22,3	21,1	21,2	21,4	22,0
(Gain) perte de change sur la dette à long terme	(12,3)	52,9	10,9	24,3	8,3	(1,2)	(0,8)	9,6
<b>BAIIA</b>	<b>55,0</b>	<b>106,0</b>	<b>118,9</b>	<b>58,1</b>	<b>87,6</b>	<b>87,5</b>	<b>66,0</b>	<b>35,4</b>
Augmentation de la juste valeur des actions ordinaires	—	—	—	—	19,6	4,8	—	1,4
Coûts exceptionnels ou non récurrents								
Coûts de restructuration (reprise) <sup>[2]</sup>	(0,4)	(0,5)	(1,1)	—	—	(0,8)	17,1	9,7
Charge de dépréciation (reprise d'une perte de valeur) <sup>[3]</sup>	—	—	—	(0,3)	—	(0,5)	—	7,6
(Gain) reprise sur recouvrement d'assurance <sup>[4]</sup>	1,4	—	—	(11,0)	—	—	—	—
Autres éléments <sup>[5]</sup>	0,6	0,5	1,2	0,6	0,6	(3,2)	0,8	(0,5)
<b>BAIIA normalisé</b>	<b>56,6</b>	<b>106,0</b>	<b>119,0</b>	<b>47,4</b>	<b>107,8</b>	<b>87,8</b>	<b>83,9</b>	<b>53,6</b>
Amortissement ajusté <sup>[6]</sup>	(26,6)	(26,1)	(23,9)	(22,3)	(21,1)	(21,2)	(21,4)	(22,0)
Frais financiers	(14,1)	(15,6)	(15,3)	(15,5)	(18,1)	(17,3)	(11,9)	(12,2)
Produits financiers	0,5	0,5	0,3	0,5	1,2	0,5	0,2	0,4
(Charge) économie d'impôt ajustée	0,2	(16,5)	(21,1)	(2,5)	(16,4)	(13,3)	(8,4)	(1,6)
<b>Bénéfice net normalisé</b>	<b>16,6</b>	<b>\$ 48,3</b>	<b>\$ 59,0</b>	<b>\$ 7,6</b>	<b>\$ 53,4</b>	<b>\$ 36,5</b>	<b>\$ 42,4</b>	<b>\$ 18,2</b>

<sup>[1]</sup> Les données de ces trimestres ont été retraitées afin de refléter l'application des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*, comme il est expliqué à la note 2a) des états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 janvier 2014.

<sup>[2]</sup> Au cours des exercices 2015 et 2014, des montants respectifs de 0,4 million de dollars et 1,6 million de dollars des 26,0 millions de dollars des coûts de restructuration comptabilisés par la Société au cours de l'exercice 2013 à la suite de sa décision de cesser ses activités liées aux bateaux sport, de transférer l'assemblage des motomarines du Canada vers le Mexique et de céder des activités de distribution des PAV à des fournisseurs logistiques externes ont fait l'objet d'une reprise.

<sup>[3]</sup> Pour l'exercice 2014, un montant de 0,3 million de dollars de la charge de dépréciation de 7,1 millions de dollars comptabilisée pour l'exercice 2013, à la suite de sa décision de cesser ses activités liées aux bateaux sport, a fait l'objet d'une reprise par la Société.

<sup>[4]</sup> Pour l'exercice 2015, un montant de 1,4 million de dollars du gain de 11,0 millions de dollars comptabilisé au cours de l'exercice 2014 se rapportant au recouvrement estimé d'assurance relativement aux immobilisations corporelles endommagées par l'explosion survenue au centre de recherche et de développement de la Société à Valcourt, Canada, au cours de l'exercice 2013, a fait l'objet d'une reprise.

<sup>[5]</sup> Les autres éléments comprennent les salaires au titre de la rétention du personnel de 0,6 million de dollars pour l'exercice 2015, de 2,5 millions de dollars pour l'exercice 2014 et de 1,7 million de dollars pour l'exercice 2013 qui se rapportent au transfert de l'assemblage des motomarines du Canada vers le Mexique et à la cession des activités de distribution des PAV à des fournisseurs de logistiques externes. Au cours de l'exercice 2014, les autres éléments comprenaient également des frais et charges de 0,9 million de dollars relativement aux deux reclassements de ses actions. Au cours des exercices 2014 et 2013, la Société a comptabilisé des gains exceptionnels de 0,5 million et de 3,8 millions de dollars, respectivement, relativement à la fin du régime de retraite à prestations déterminées pour environ les deux tiers de ses salariés autrichiens.

<sup>[6]</sup> Au cours de l'exercice 2014, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation non récurrente de 1,7 million de dollars liée aux actifs endommagés du centre de recherche et de développement de la Société à Valcourt, Canada, à la suite de l'explosion survenue au cours de l'exercice 2013.



## Situation de trésorerie et sources de financement

### Situation de trésorerie

Les principales sources de trésorerie de la Société sont les soldes existants en espèces, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et les emprunts disponibles en vertu des facilités de crédit renouvelables et de la facilité de crédit à terme.

La Société utilise principalement la trésorerie pour financer ses activités, ses besoins en matière de fonds de roulement et ses dépenses en immobilisations relatifs au développement de produits et aux infrastructures. La variation des besoins en matière de fonds de roulement découle principalement du caractère saisonnier du calendrier de production et des expéditions de produits de la Société. Les besoins en matière de fonds de roulement atteignent habituellement leur niveau le plus élevé au cours du deuxième trimestre de l'exercice.

Le tableau suivant résume les flux de trésorerie nets par activité pour les trimestres terminés les 30 avril 2014 et 2013.

	Trimestres terminés les	
(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2014	30 avril 2013
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	36,0 \$	112,4 \$
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	(22,8)	(24,9)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement	(9,3)	(534,9)
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie	(2,4)	(3,3)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	1,5	(450,7)
Trésorerie au début de la période	75,4	542,4
Trésorerie à la fin de la période	76,9 \$	91,7 \$

#### *Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation*

Les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation ont totalisé 36,0 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2014, comparativement à 112,4 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2013. La diminution de 76,4 millions de dollars est principalement attribuable à la baisse du bénéfice d'exploitation et aux variations défavorables du fonds de roulement net de 39,4 millions de dollars. Les variations défavorables du fonds de roulement net découlent essentiellement de la hausse des stocks de produits finis pour les produits saisonniers et les produits toutes saisons.

#### *Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement*

Le total des flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement s'est chiffré à 22,8 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2014, un niveau d'investissement similaire au montant de 24,9 millions de dollars enregistré pour le trimestre terminé le 30 avril 2013.

#### *Flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement*

Les flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement ont totalisé 9,3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2014, comparativement à 534,9 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2013. Cette diminution de 525,6 millions de dollars des flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement est principalement attribuable aux distributions de 529,1 millions de dollars versées aux actionnaires de la Société au cours du trimestre terminé le 30 avril 2013.



### Obligations contractuelles

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles importantes de la Société au 30 avril 2014, y compris ses engagements liés à des contrats de location :

(en millions de dollars canadiens)	Moins de un an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Montant total
<b>Engagements</b>					
Contrats de location simple	22,0 \$	40,5 \$	32,9 \$	86,6 \$	182,0 \$
<b>Obligations financières</b>					
Fournisseurs et charges à payer	588,5	—	—	—	588,5
Dette à long terme (incluant les intérêts)	37,2	97,5	951,4	7,0	1 093,1
Instruments financiers dérivés	3,4	—	—	2,1	5,5
Autres passifs financiers (incluant les intérêts)	65,3	5,0	0,4	22,8	93,5
	694,4	102,5	951,8	31,9	1 780,6
<b>Total des obligations</b>	<b>716,4 \$</b>	<b>143,0 \$</b>	<b>984,7 \$</b>	<b>118,5 \$</b>	<b>1 962,6 \$</b>

La Société conclut des ententes d'achat avec des fournisseurs relativement à des matériaux utilisés dans la production. Ces ententes sont généralement conclues avant le début de la production et peuvent établir une quantité fixe ou variable de matières premières qui seront achetées. En raison de l'incertitude quant à la quantité et au prix des matières premières pouvant être achetées, la Société ne peut déterminer avec exactitude ses engagements relatifs à ces ententes d'achat.

La direction est d'avis que les activités d'exploitation et le financement disponible de la Société lui procureront des sources de liquidités suffisantes pour répondre à ses besoins à court et à long terme.

### Sources de financement

#### Facilités de crédit renouvelables

Au 30 avril 2014, la convention concernant les facilités de crédit renouvelables mettait à la disposition de la Société une somme totale de 350,0 millions de dollars jusqu'en mai 2018 (les « facilités de crédit renouvelables »). Les facilités de crédit renouvelables sont assujetties à un calcul de la capacité d'emprunt correspondant à 75 % des créances clients et autres débiteurs et à 50 % des stocks. Les facilités de crédit renouvelables peuvent servir à financer les besoins du fonds de roulement et les dépenses d'investissement de la Société ou être employées à d'autres fins générales.

Au 30 avril 2014, aucun montant n'était prélevé par la Société sur les facilités de crédit renouvelables et les coûts d'emprunt applicables au cours du trimestre s'établissaient comme suit :

- (i) le montant en dollars américains
  - (a) au taux LIBOR majoré de 2,50 % par année;
  - (b) au taux de base américain majoré de 1,50 % par année, ou
  - (c) au taux préférentiel des États-Unis majoré de 1,50 % par année;
- (ii) le montant en dollars canadiens
  - (a) au taux des acceptations bancaires majoré de 2,50 % par année, ou
  - (b) au taux préférentiel du Canada majoré de 1,50 % par année
- (iii) le montant en euros au taux EURIBOR majoré de 2,50 % par année.

Pour les périodes ultérieures, les coûts d'emprunt pourraient augmenter jusqu'à concurrence de 1,25 % ou diminuer de 0,50 %, selon le ratio de levier financier de la Société, qui correspond au ratio de la dette nette sur les flux de trésorerie consolidés de Bombardier Produits Récréatifs inc., filiale de BRP.

En outre, la Société paie des commissions d'engagement de 0,45 % à 0,50 % par année sur le montant non prélevé des facilités de crédit renouvelables.



Dans certaines circonstances, la Société doit maintenir un ratio des charges fixes minimal pour avoir un plein accès à ses facilités de crédit renouvelables.

Au 30 avril 2014, la Société avait émis des lettres de crédit pour un montant de 5,3 millions de dollars en vertu des facilités de crédit renouvelables (8,3 millions de dollars au 31 janvier 2014). De plus, des lettres de crédit d'un montant de 2,6 millions de dollars étaient en cours en vertu d'autres ententes au 30 avril 2014 (un montant de 0,3 million de dollars au 31 janvier 2014).

#### *Facilité à terme*

Au 30 avril 2014, la facilité à terme mettait à la disposition de la Société un montant de 792,0 millions de dollars américains en vertu de sa convention de 1 050,0 millions de dollars américains, et la Société pouvait augmenter de 150,0 millions de dollars américains le montant pouvant être emprunté, sous réserve de certaines conditions. Les coûts d'emprunt en vertu de la facilité à terme correspondaient aux éléments suivants au 30 avril 2014 :

- (i) au taux LIBOR majoré de 3,00 % par année, le taux LIBOR minimum étant de 1,00 %;
- (ii) au taux de base américain majoré de 2,00 %
- (iii) au taux préférentiel des États-Unis majoré de 2,00 %

Conformément à la facilité à terme, les coûts d'emprunt au taux de base américain ou au taux préférentiel des États-Unis ne peuvent être inférieurs aux coûts d'emprunt au taux LIBOR.

Dans l'éventualité où Bombardier Produits Récréatifs inc. afficherait une situation de trésorerie excédentaire à la fin de l'exercice et que son ratio de levier financier atteindrait certains seuils, la Société pourrait être tenue de rembourser une tranche de la facilité à terme.

#### *Emprunts à terme autrichiens*

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2014, la Société a conclu une convention d'emprunt à terme assortie de taux d'intérêt favorables en vertu d'un programme du gouvernement autrichien. Ce programme appuie les projets de recherche et de développement en fonction des charges engagées par la Société en Autriche. L'emprunt à terme, dont le montant nominal s'élève à 7,5 millions d'euros (11,4 millions de dollars) porte intérêt au taux de 1,25 % jusqu'au 30 juin 2017, puis au taux de 1,75 % du 1<sup>er</sup> juillet 2017 à la date d'échéance, soit le 31 décembre 2019.

Au 30 avril 2014, après avoir pris en compte ce nouvel emprunt, les montants nominaux restants dus par la Société en vertu de ses huit emprunts à terme autrichiens s'élevaient à 35,0 millions d'euros. Ces emprunts portent intérêt à des taux allant de 1,13 % à 2,09 % et viennent à échéance entre décembre 2014 et décembre 2019.



## Situation financière consolidée

Le tableau ci-après présente les principaux écarts observés dans la situation financière consolidée de la Société entre le 31 janvier 2014 et le 30 avril 2014, ainsi que l'incidence de la fluctuation des taux de change sur ces écarts, l'écart net connexe (qui ne tient pas compte de l'incidence de la fluctuation des taux de change sur ces écarts) et les explications de l'écart net :

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2014	31 janvier 2014	Écart	Incidence des taux de change	Écart net	Explications
Créances clients et autres débiteurs	230,5 \$	266,6 \$	(36,1) \$	(2,7) \$	(38,8) \$	S'explique principalement par la diminution des débiteurs relatifs aux ventes de motoneiges.
Stocks	631,1	532,7	98,4	0,1	98,5	S'explique principalement par l'augmentation des stocks de produits finis pour les produits saisonniers et les produits toutes saisons.
Immobilisations corporelles	518,2	515,3	2,9	(0,6)	2,3	Aucun écart significatif.
Fournisseurs et charges à payer	588,5	547,0	41,5	—	41,5	S'explique principalement par la hausse des stocks.
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	895,1	889,9	5,2	11,8	17,0	S'explique principalement par le nouvel emprunt à terme autrichien.
Obligations découlant des avantages sociaux futurs	211,4	203,0	8,4	(1,1)	7,3	S'explique principalement par la diminution d'environ 20 points de base du taux d'actualisation appliqué aux obligations relatives aux régimes de retraite à prestations déterminées au Canada et en Autriche qui a été partiellement contrebalancée par l'augmentation de la juste valeur des actifs des régimes au Canada.



## Arrangements hors bilan

### Arrangements financiers conclus avec les concessionnaires et les distributeurs

La Société, la plupart de ses concessionnaires indépendants et certains de ses distributeurs indépendants sont parties à des ententes conclues avec des fournisseurs de services financiers externes. Ces ententes leur procurent le financement nécessaire à l'achat des produits de la Société et améliorent le fonds de roulement de la Société en permettant le recouvrement plus rapide des créances auprès des concessionnaires et des distributeurs. Environ les deux tiers des ventes de la Société sont effectuées aux termes de telles ententes. Les différentes parties susmentionnées ont conclu des ententes avec TCF Inventory Finance Inc. et Financement commercial TCF Canada, Inc. (collectivement, « TCF »), qui leur octroie des facilités de financement en Amérique du Nord et en Amérique latine, et avec GE Commercial Distribution Finance et GE Commercial Corporation (ensemble, le « Groupe GE »), qui leur accorde des facilités de financement en Europe, en Australie et en Nouvelle-Zélande. L'entente conclue entre la Société et TCF expire en 2019, tandis que les contrats conclus avec le Groupe GE peuvent être résiliés en tout temps, sous réserve d'une période de transition d'au plus un an.

Le montant du financement accordé aux concessionnaires et aux distributeurs indépendants de la Société a totalisé 522,3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2014, comparativement à 585,0 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2013. Le solde exigible des concessionnaires et des distributeurs indépendants de la Société auprès des sociétés de financement externes se chiffrait respectivement à 1 059,2 millions de dollars et à 997,1 millions de dollars au 30 avril 2014 et au 31 janvier 2014.

La répartition du financement en cours par pays et par monnaie locale entre les concessionnaires indépendants et les distributeurs de la Société avec des sociétés de financement externes s'établit comme suit :

(en millions)	Devise	30 avril 2014	31 janvier 2014
<b>Solde exigible aux dates indiquées</b>	<b>\$ CA</b>	<b>1 059 \$</b>	<b>997 \$</b>
États-Unis	\$ US	657	589
Canada	\$ CA	265	267
Europe	€	28	28
Australie et Nouvelle-Zélande	\$ AU	27	32
Amérique latine	\$ US	3	3

Les coûts engagés par la Société dans le cadre des ententes de financement des concessionnaires et des distributeurs ont totalisé 4,5 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2014, comparativement à 6,8 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2013. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse du volume d'unités vendues.

En vertu des ententes de financement des concessionnaires et des distributeurs, la Société pourrait, dans l'éventualité d'une défaillance du concessionnaire ou du distributeur, être tenue d'acheter des sociétés de financement des produits neufs inutilisés à un prix équivalant au total du solde en capital exigible du concessionnaire ou du distributeur par les sociétés de financement. En Amérique du Nord, l'obligation est limitée au montant le plus élevé entre 25,0 millions de dollars américains (27,4 millions de dollars) et 10 % du solde exigible moyen du financement pendant les douze derniers mois en vertu de l'entente de financement, tandis qu'en Europe, l'obligation est limitée au montant le plus élevé entre 10,0 millions d'euros (15,2 millions de dollars) et 10 % du solde exigible moyen du financement pendant les douze derniers mois en vertu de l'entente de financement. En Australie et en Nouvelle-Zélande, l'obligation d'achat de produits neufs inutilisés correspond au solde exigible du financement à la clôture des périodes. Il n'existe aucune obligation d'achat pour l'Amérique latine.



Le solde maximal du financement soumis à l'obligation d'achat par la Société de produits neufs et inutilisés des sociétés de financement était de 131 millions de dollars au 30 avril 2014 (89 millions de dollars en Amérique du Nord, 15 millions de dollars en Europe, 27 millions de dollars en Australie et en Nouvelle-Zélande) et de 134 millions de dollars au 31 janvier 2014 (88 millions de dollars en Amérique du Nord, 15 millions de dollars en Europe, 31 millions de dollars en Australie et en Nouvelle-Zélande).

La Société n'a pas subi de pertes importantes par suite de saisies de produits neufs inutilisés par les sociétés de financement au cours des trimestres terminés les 30 avril 2014 et 2013.

### ***Conventions de financement offertes à des particuliers***

La Société a des relations contractuelles avec des sociétés de financement externes afin de faciliter l'octroi de crédit à des particuliers pour l'achat de ses produits en Amérique du Nord. Ces conventions permettent à la Société d'offrir aux termes de certains programmes de vente un taux d'intérêt privilégié aux particuliers pour une période définie. Au Canada, la Société a de telles conventions avec Services de financement TD et avec la Banque Nationale du Canada. Aux États-Unis, la Société a de telles conventions avec Sheffield Financial et Capital One. Les obligations financières de la Société aux termes de ces contrats se limitent aux engagements qu'elle prend dans le cadre de certains programmes de vente.

### **Transactions entre apparentés**

---

#### ***Transactions avec les principaux actionnaires ou leurs affiliés***

La Caisse de dépôt et placement du Québec (la « CDPQ ») participait à la facilité à terme à hauteur de 66,1 millions de dollars (60,3 millions de dollars américains) et de 67,0 millions de dollars (60,3 millions de dollars américains) au 30 avril 2014 et au 31 janvier 2014, respectivement. Ces transactions ont été conclues avec la CDPQ selon des modalités similaires à celles des autres prêteurs.

#### ***Transactions avec Bombardier inc., société liée au groupe Beaudier***

En vertu de la convention d'achat conclue en 2003 relativement à l'acquisition du secteur des produits récréatifs de Bombardier inc., la Société s'est engagée à rembourser à Bombardier inc. un montant au titre de l'impôt sur le résultat représentant 21,6 millions de dollars au 30 avril 2014 et au 31 janvier 2014. Les versements commenceront lorsque Bombardier inc. commencera à verser des paiements relatifs à l'impôt sur le résultat au Canada et/ou aux États-Unis. La Société ne s'attend pas à faire de paiements à Bombardier inc. en lien avec cette obligation au cours de l'exercice se terminant le 31 janvier 2015.

### **Instruments financiers**

---

Les instruments financiers de la Société se répartissent en actifs financiers et en passifs financiers et sont évalués à la clôture de chaque période à leur juste valeur ou au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, selon le classement établi conformément aux IFRS. En raison de leur nature, les actifs financiers sont exposés au risque de crédit, tandis que les passifs financiers sont exposés au risque de liquidité. En outre, les instruments financiers et les transactions de la Société pourraient être libellés en devises, ce qui donnerait lieu à un risque de change qui pourrait être atténué au moyen d'instruments financiers dérivés. Dans une moindre mesure, la Société est exposée au risque d'intérêt lié à ses facilités de crédit renouvelables, à sa facilité à terme et à ses emprunts à terme autrichiens.

#### ***Risque de change***

Les éléments présentés dans les états consolidés du résultat, les états consolidés de la situation financière et les tableaux consolidés des flux de trésorerie et figurant dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société qui sont libellés en dollars canadiens sont fortement exposés aux fluctuations des taux de change, essentiellement les taux de conversion du dollar américain et de l'euro en dollars canadiens.



Les entrées et les sorties de trésorerie de la Société se font principalement en dollars canadiens, en dollars américains et en euros. À l'aide de ses opérations commerciales, la Société tient généralement à compenser au fil des mois les entrées et les sorties de trésorerie libellées en dollars américains et en euros.

Dans le cas des devises que la Société ne parvient pas à compenser au moyen de ses opérations commerciales récurrentes, essentiellement le dollar australien, la couronne suédoise et la couronne norvégienne, la Société a recours à des contrats de change, conformément à sa politique de couverture. Suivant cette dernière, la Société couvre jusqu'à 50 % de l'exposition prévue dans ces devises au cours de la période budgétaire annuelle et augmente constamment la couverture jusqu'à ce qu'elle atteigne 80 % six mois avant le moment où l'exposition se matérialise. La direction examine périodiquement la position de couverture pertinente et peut couvrir cette dernière à sa discrétion, à l'intérieur des paramètres autorisés définis dans la politique de couverture, jusqu'à concurrence du pourcentage maximal prévu. Les contrats sont comptabilisés selon le modèle de couverture des flux de trésorerie qui tient compte des ventes prévues qui seront très probablement effectuées dans les devises concernées, et les gains ou les pertes sur les instruments dérivés en question ne sont comptabilisés dans le bénéfice net que lorsque les ventes prévues sont effectuées.

La Société ne couvre pas son exposition au real brésilien.

Enfin, pour gérer l'exposition découlant de la réévaluation à la clôture de la période des fournisseurs et charges à payer de même que des paiements au titre des programmes de retenues sur ventes libellés en dollars américains, la Société a recours à des contrats de change possédant les mêmes dates de début et d'échéance. Ces contrats sont comptabilisés dans le résultat à la clôture de chaque période de façon à ce que soient compensés les gains ou les pertes découlant de la réévaluation, au taux de fin de période, de ces passifs libellés en devises.

Bien que la stratégie de couverture protège, dans une certaine mesure, le bénéfice d'exploitation de la Société contre d'importantes fluctuations des taux de change, il n'en reste pas moins que le bénéfice net est très exposé aux fluctuations du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain du fait de la dette à long terme libellée dans cette devise. Toutefois, le bénéfice net normalisé de la Société ne tient pas compte du gain (de la perte) de change sur la dette à long terme.

### ***Risque de liquidité***

La Société fait face au risque de ne pouvoir respecter les obligations liées à ses passifs financiers. Afin de gérer adéquatement son risque de liquidité, la Société surveille continuellement ses besoins en flux de trésorerie d'exploitation, tout en tenant compte du caractère saisonnier des besoins de son fonds de roulement, de même que de la répartition de ses revenus et de ses charges. La Société estime que les flux de trésorerie dégagés par ses activités d'exploitation ajoutés à ses fonds en banque et aux fonds dont elle peut disposer aux termes de ses facilités de crédit lui assurent une souplesse financière suffisante et réduisent son risque de liquidité.

### ***Risque de crédit***

La Société pourrait être exposée, dans le cours normal de ses activités, à l'incapacité potentielle de ses concessionnaires, de ses distributeurs et de ses autres partenaires commerciaux à respecter leurs obligations contractuelles à l'égard des actifs financiers, en particulier sur les créances clients et quant aux montants garantis en vertu des ententes de financement conclues par les concessionnaires et les distributeurs avec TCF et le Groupe GE.

La Société estime que le risque de crédit associé à ses créances clients et à ses responsabilités limitées en vertu des ententes de financement conclues par les concessionnaires et les distributeurs avec TCF et le Groupe GE ne représente pas une importante concentration de risque en raison du grand nombre de concessionnaires, distributeurs et autres partenaires commerciaux et de leur répartition dans de nombreuses régions. De plus, la Société assure activement le suivi du crédit des concessionnaires et des distributeurs indépendants, en partenariat avec des fournisseurs externes de services dans le cas des concessionnaires et des distributeurs qui ont conclu des ententes de financement.



### **Risque de taux d'intérêt**

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt surtout face au LIBOR sur lequel est déterminé l'intérêt sur sa facilité à terme. En raison du taux LIBOR actuellement en vigueur et de la faible volatilité à l'heure actuelle, et compte tenu du taux LIBOR minimum greffé à la facilité à terme, la Société estime ne pas être exposée de façon importante à une hausse des taux d'intérêts à court terme.

## **Estimations comptables critiques**

---

### **Estimations et jugements importants**

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités conformément aux méthodes comptables de la Société exige de la direction qu'elle formule des jugements et des estimations qui peuvent avoir une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés ainsi que sur les montants connexes relatifs aux revenus et aux charges, aux autres éléments du bénéfice global et aux informations fournies.

Les meilleures estimations de la Société sont fondées sur les renseignements, les données et les faits connus à la date à laquelle elles sont formulées. La direction s'appuie sur son expérience et sur certains renseignements, sur la conjoncture économique et les tendances en général, ainsi que sur des hypothèses concernant les résultats futurs probables pour formuler les estimations. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement, et les incidences de toute variation sont comptabilisées immédiatement. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et ces différences pourraient être considérables.

Le budget annuel de la Société et les révisions du budget opérationnel qu'elle réalise durant l'exercice (collectivement, le « Budget »), de même que le plan stratégique de la Société, comprennent des données fondamentales qui sont utilisées comme base pour établir certaines estimations importantes nécessaires à la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Chaque année, la direction prépare son budget d'exploitation et son plan stratégique annuels selon un processus en fonction duquel un budget détaillé sur un an et un plan stratégique sur trois ans sont établis par chaque entité, puis consolidés.

Les flux de trésorerie et la rentabilité compris dans le Budget sont fondés sur les commandes actuelles et futures prévues, la conjoncture générale des marchés, les structures de coûts actuelles, les variations de coûts prévues et les ententes actuelles avec des tiers. La direction utilise des données du budget d'exploitation annuel et des projections ou des hypothèses additionnelles pour calculer les résultats prévus en ce qui a trait au plan stratégique et aux périodes ultérieures.

Le Budget est approuvé par la haute direction et le conseil d'administration, tandis que le plan stratégique est approuvé par la haute direction et présenté au conseil d'administration. La direction assure ensuite le suivi du rendement par rapport au Budget. Des écarts importants entre le rendement réel et le rendement prévu constituent un indicateur clé du besoin d'évaluer si certaines des estimations utilisées pour la préparation de l'information financière devraient être révisées.

La direction doit s'appuyer sur des estimations aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société, et elle estime que les estimations les plus importantes sont les suivantes :



#### *Estimation de la valeur nette de réalisation des stocks*

La valeur nette de réalisation des matériaux et des travaux en cours est déterminée d'après la comparaison des éléments et de la valeur des stocks avec les besoins en matière de production, les caractéristiques actuelles et futures des produits, les coûts de production prévus devant être engagés et la rentabilité prévue des produits finis, facteurs qui sont tous fondés sur le Budget. La valeur nette de réalisation des produits finis ainsi que des pièces et accessoires est déterminée d'après la comparaison des éléments et de la valeur des stocks avec les données inscrites au Budget en ce qui a trait aux prix de vente, aux programmes de vente et aux caractéristiques des nouveaux produits.

#### *Estimation de la durée de vie utile de l'outillage*

La durée de vie utile de l'outillage est estimée par gamme de produits d'après leur durée de vie prévue et la durée de vie prévue du produit auxquelles ils se rapportent.

#### *Estimation de la dépréciation des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles*

La direction évalue la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles principalement au niveau des groupes des unités génératrices de trésorerie (les « UGT »), à l'aide d'une méthode d'actualisation des flux de trésorerie par gamme de produits, lors de l'établissement du Budget et du plan stratégique annuels. Des marques de commerce et un goodwill ont été comptabilisés relativement à l'acquisition du secteur de produits récréatifs de Bombardier inc. par la Société en 2003. Au 30 avril 2014, la totalité de la valeur comptable de 151,1 millions de dollars des marques de commerce et un montant de 114,7 millions de dollars de la valeur comptable du goodwill de 116,0 millions de dollars étaient liés à cette transaction.

##### *(i) Tests de dépréciation des marques de commerce*

Aux fins des tests de dépréciation, les marques de commerce Ski-Doo<sup>MD</sup>, Sea-Doo<sup>MD</sup> et Evinrude<sup>MD</sup> sont affectées à leur UGT respective. La valeur comptable de 151,1 millions de dollars des marques de commerce se composait de montants de 63,5 millions de dollars, de 59,1 millions de dollars et de 28,5 millions de dollars, respectivement, au titre des marques Ski-Doo, Sea-Doo et Evinrude.

#### Valeur recouvrable

La Société établit séparément la valeur recouvrable de ces marques de commerce selon un calcul fondé sur leur valeur d'utilité, laquelle repose sur les flux de trésorerie projetés tirés du budget pour un exercice et du plan stratégique sur trois exercices de la Société, tout en incluant une valeur finale calculée en actualisant les données de l'exercice final à perpétuité. Ces données servent de fondement aux principales hypothèses servant au calcul de la valeur d'utilité et elles incluent les volumes de vente, les prix de vente, les coûts de production, les coûts de distribution et les charges d'exploitation, ainsi que les taux d'actualisation, et elles constituent les meilleures informations disponibles à la date des tests de dépréciation. Les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés. La Société a procédé à une analyse de sensibilité des flux de trésorerie et du taux de croissance afin de confirmer que les marques de commerce n'avaient pas subi de dépréciation.

##### *(ii) Tests de dépréciation du goodwill*

Aux fins des tests de dépréciation, le goodwill de 114,7 millions de dollars inscrit en 2003 a été affecté au groupe des UGT représentant l'ensemble des UGT liées aux gammes de produits.

#### Valeur recouvrable

La valeur recouvrable du groupe des UGT est établie selon un calcul fondé sur la valeur d'utilité, laquelle repose sur les flux de trésorerie projetés tirés du budget pour un exercice et du plan stratégique sur trois exercices de la Société, tout en incluant une valeur finale calculée en actualisant les données de l'exercice final à perpétuité. Ces données servent de fondement aux principales hypothèses servant au calcul de la valeur d'utilité et elles incluent les volumes de vente, les prix de vente, les coûts de production, les coûts de distribution et les charges d'exploitation, ainsi que les taux d'actualisation, et elles constituent les meilleures informations disponibles à la date des tests de dépréciation. Les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés. La Société a procédé à une analyse de sensibilité des flux de trésorerie et du taux de croissance afin de confirmer que le goodwill n'avait pas subi de dépréciation.



#### *Estimation de la recouvrabilité des actifs d'impôt différé*

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés uniquement si la direction juge probable qu'ils seront réalisés selon le Budget annuel, le plan stratégique et des projections additionnelles permettant de calculer les résultats prévus pour des périodes ultérieures.

#### *Estimation des provisions au titre des garanties liées aux produits, des passifs liés aux produits, des programmes de vente et de la restructuration*

Le coût de la garantie est établi pour chaque produit et comptabilisé au moment de la vente en fonction de la meilleure estimation faite par la direction d'après les taux et les tendances historiques au titre des coûts. Les provisions relatives aux garanties sont ajustées lorsque la Société détecte un problème important et récurrent relatif à des produits vendus ou lorsqu'elle constate des écarts en matière de coûts et de tendances par suite de l'analyse des réclamations au titre des garanties.

La provision au titre des passifs liés à l'utilisation des produits à la fin de la période est calculée en fonction de la meilleure estimation de la direction en ce qui a trait aux montants nécessaires au règlement des réclamations existantes. De plus, la provision au titre des passifs liés à l'utilisation des produits à la fin de la période comprend les réclamations engagées, mais non présentées, d'après les coûts historiques moyens.

La provision liée aux programmes de vente est estimée selon les caractéristiques actuelles des programmes, les données historiques et les ventes au détail prévues pour chaque gamme de produits.

La provision au titre de la restructuration est initialement estimée en fonction des coûts estimés du plan de restructuration, selon les caractéristiques du plan approuvées par la direction. La provision au titre de la restructuration fait l'objet d'un examen à la fin de chaque période, de manière à tenir compte de toutes nouvelles informations concernant la réalisation du plan. Au besoin, la provision est ajustée.

#### *Estimation de la juste valeur des actions ordinaires rachetables en circulation avant le PAPE*

La juste valeur des actions ordinaires rachetables en circulation avant le PAPE était fondée sur la moyenne obtenue selon deux méthodes d'évaluation des actions sous-jacentes, soit l'approche fondée sur les bénéfices et l'approche fondée sur le marché. L'approche fondée sur les bénéfices établit la juste valeur d'une société en fonction de la valeur actuelle des flux de trésorerie que celle-ci peut s'attendre à générer à l'avenir et elle est appliquée au moyen d'une analyse des flux de trésorerie actualisés reposant sur le Budget et le plan stratégique de la Société. Pour sa part, l'approche fondée sur le marché établit la juste valeur d'une société en fonction d'une comparaison avec des sociétés comparables exerçant leurs activités dans des secteurs similaires et dont les titres se négocient à la Bourse. Les évaluations de la Société étaient validées par une société d'évaluation tierce engagée par la Société et elles servaient de fondement au calcul du passif au titre des actions ordinaires rachetables. Après la clôture du PAPE visant les actions à droit de vote subalterne, la Société n'avait plus d'action ordinaire rachetable en circulation.

Du 30 avril 2013 au moment de leur échange dans le cadre du PAPE, la juste valeur des actions ordinaires rachetables correspondait au prix fixé dans le cadre du PAPE visant les actions à droit de vote subalterne de la Société, qui représentait le marché le plus avantageux pour ces actions à cette date.

#### *Estimation des taux d'actualisation utilisés pour évaluer les charges et le passif au titre des régimes à prestations déterminées*

Afin de déterminer les taux d'actualisation utilisés pour calculer les charges et le passif au titre des régimes à prestations déterminées, la direction consulte des cabinets d'actuaire externes pour que ceux-ci lui fournissent des taux d'actualisation utilisés couramment et applicables, qui sont fondés sur le rendement de placements à revenu fixe dans des sociétés de première qualité ayant des flux de trésorerie qui correspondent au versement prévu des prestations pour chaque régime à prestations déterminées. La direction se fonde sur ses connaissances et sur sa compréhension des facteurs économiques généraux pour tirer une conclusion sur l'exactitude des taux d'actualisation utilisés.



## **Jugements importants posés lors de l'application des méthodes comptables de la Société**

La direction doit poser certains jugements lors de l'application des méthodes comptables de la Société, particulièrement en ce qui a trait aux éléments suivants :

### *Dépréciation des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles*

La Société applique un niveau élevé d'intégration et d'interdépendance aux fins de ses activités de conception, de développement, de fabrication et de distribution. Les entrées de trésorerie générées par chaque gamme de produits nécessitent le recours à divers actifs de la Société, qui limitent les tests de dépréciation à effectuer pour un seul actif ou une seule UGT. Par conséquent, la direction effectue les tests de dépréciation en regroupant les UGT.

### *Monnaie fonctionnelle*

La Société exerce ses activités à l'échelle mondiale, mais ses activités de conception, de développement, de fabrication et de distribution font l'objet d'un niveau élevé d'intégration, et la direction doit exercer un jugement important pour déterminer la monnaie fonctionnelle de chaque entité à l'aide des facteurs énoncés dans IAS 21, *Effets des variations des cours des monnaies étrangères*. La direction a mis en œuvre une méthode comptable en vertu de laquelle la monnaie fonctionnelle de chaque entité est réputée être sa monnaie locale, à moins que l'évaluation des critères utilisés aux fins de l'évaluation de la monnaie fonctionnelle énoncés dans IAS 21 ne lui permette de déterminer qu'une autre monnaie constitue la monnaie fonctionnelle. Les critères énoncés dans IAS 21 qui sont applicables à chaque entité font l'objet d'un examen annuel, en fonction des transactions avec des tiers uniquement.

## **Changements de méthodes comptables**

---

### IAS 36, Dépréciation d'actifs

Le 1<sup>er</sup> février 2014, la Société a adopté la modification apportée à IAS 36, *Dépréciation d'actifs*. Cette modification fournit des directives à l'égard des informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers. L'adoption de cette modification n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société.

### IAS 32, Instruments financiers : Présentation

Le 1<sup>er</sup> février 2014, la Société a adopté la modification apportée à IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*. Cette norme précise les exigences de compensation d'actifs financiers et de passifs financiers. L'adoption de cette modification n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société.

### IFRIC 21, Droits ou taxes

Le 1<sup>er</sup> février 2014, la Société a adopté IFRIC 21, *Droits ou taxes*. Cette interprétation détermine le fait générateur d'obligation qui entraîne la comptabilisation d'un passif découlant d'un droit ou d'une taxe imposé par une autorité publique, et fournit des directives sur le moment où il faut comptabiliser le passif. L'adoption de cette modification n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société.

## **Modifications comptables futures**

---

En novembre 2009 et en octobre 2010, l'IASB a publié IFRS 9, *Instruments financiers*, qui constitue le premier volet d'un projet en trois phases de l'IASB visant à remplacer IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La première phase définit la comptabilisation des instruments financiers et exige essentiellement que l'évaluation soit au coût amorti, soit à la juste valeur. La date d'entrée en vigueur d'IFRS 9 pour la Société est le 1<sup>er</sup> février 2018.

Le 28 mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. L'objectif de cette norme est d'éliminer les incohérences et les lacunes que comportent les normes actuelles sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires en fournissant des principes



clairs sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires. La date d'entrée en vigueur d'IFRS 15 pour la Société est le 1<sup>er</sup> février 2017.

L'IASB a publié d'autres normes qui ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les états financiers de la Société.

---

## **Contrôles et procédures**

---

### ***Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière***

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2014, aucun changement apporté au contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a eu d'incidence importante, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

---

## **Politique de dividendes**

---

La Société prévoit actuellement affecter ses bénéfices à l'expansion de son entreprise et à la diminution de ses dettes. La décision de verser des dividendes sur les actions de la Société appartient exclusivement au conseil d'administration de la Société (le « conseil d'administration ») et est tributaire, entre autres, des résultats d'exploitation, des surplus et des besoins de trésorerie courants et prévus, ainsi que de la situation financière, des restrictions contractuelles et des engagements stipulés dans les ententes de financement (y compris les restrictions prévues par la convention de crédit à terme, la convention de crédit renouvelable ou d'autres conventions importantes), du contrôle de la solvabilité que le droit commercial impose à la Société et d'autres facteurs que le conseil d'administration pourrait juger pertinents.

---

## **Facteurs de risque**

---

Pour obtenir une description détaillée des facteurs de risque associés à la Société, veuillez vous reporter à la rubrique « Facteurs de risque » du rapport de gestion de la Société pour le quatrième trimestre et l'exercice terminés le 31 janvier 2014. À la connaissance de la Société, aucun changement important se rapportant à ces facteurs de risque ne s'est produit par rapport aux facteurs de risque publiés à cette date.

---

## **Information sur les actions en circulation**

---

Au 11 juin 2014, les actions émises et en circulation et les options sur actions émises et en cours se composaient comme suit :

- 79 023 344 actions à droit de vote multiple sans valeur nominale;
- 39 271 386 actions à droit de vote subalterne sans valeur nominale;
- 1 620 770 options visant l'acquisition d'actions à droit de vote subalterne.

---

## **Information supplémentaire**

---

De l'information supplémentaire sur BRP inc. est disponible sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

